



Comment la migration internationale affecte-t-elle le développement rural ACP ?

8^e Briefing de Bruxelles sur le développement
11 décembre 2008

Le 11 décembre 2008, le CTA et d'autres partenaires se sont réunis pour le huitième « Briefing de Bruxelles sur le développement », dans le cadre d'une série de briefings bimensuels sur le développement portant sur des questions de développement rural ACP-UE. Quelque 70 participants se sont réunis à Bruxelles pour discuter de la Migration et du développement rural ACP.

Partenaires aux briefings :

CTA
Commission européenne
Présidence de l'UE
Groupe ACP
Euforic
Concord
IPS Europe

Promotion du dialogue et de la coordination

Le Dr Hansjörg Neun, Directeur du CTA, a ouvert le 8^e Briefing en rappelant la Journée internationale des migrants du 18 décembre et en appelant les participants à la collecte d'idées et de contributions pour mieux s'impliquer et coopérer avec les groupes de migrants.

M. Klaus Rudischhauser, Directeur à la DG développement de la Commission européenne, a averti que la crise financière actuelle pouvait sérieusement amoindrir non seulement l'Aide publique au développement (APD) mais aussi et les



investissements directs étrangers (IED), mais également le volume des transferts de fonds. Parmi les initiatives prises par l'UE face aux défis posés par la migration internationale, M. Rudischhauser a mentionné l'Approche

globale sur la question des migrations adoptée en 2005, qui s'efforce de faciliter la migration légale, de restreindre la migration illégale et de mieux intégrer les politiques de migration et de développement. Par ailleurs, les questions de migration et de mobilité de l'emploi font partie des huit priorités du partenariat UE-Afrique, adopté en 2007. En outre, le Centre d'information sur la migration qui a ouvert ses portes cette année à Bamako, au Mali, donne l'exemple d'une meilleure coopération et intégration en matière de migration et de développement. Une conférence sur la cohérence politique pour le développement sera organisée en 2009 et sera consacrée à l'amélioration de l'intégration de la migration et du développement.

Afin de générer des transferts de fonds plus rapides et meilleurs, l'ouverture d'un Institut africain des

transferts de fonds est prévue. Enfin, l'UE veut promouvoir la création d'une plateforme européenne des diasporas afin de faciliter un dialogue plus structuré avec les communautés de diasporas.

Cécile Riallant, gestionnaire adjointe de projets pour l'initiative conjointe UE-ONU sur la migration et le développement (ICMD), a illustré cette collaboration entre l'UNHCR, le FNUAP, l'OMT et l'OIM, mise en œuvre par l'Office de Bruxelles du PNUD en partenariat avec la CE. Les objectifs principaux de l'ICMD sont :



(i) Tisser et renforcer des réseaux d'acteurs dans le domaine de la migration et du développement. Pour ce faire, 10 millions d'euros seront alloués à des projets, et la société civile est invitée à soumettre des propositions de projets portant sur les transferts de fonds et les communautés migrantes, ainsi que sur les capacités et les droits des migrants. Les organisations seront soutenues non seulement financièrement, mais également grâce au développement des capacités ; (ii) identifier les bonnes pratiques dans le domaine et créer une plateforme de praticiens afin de faciliter l'échange de connaissances et d'informations et l'apprentissage mutuel et (iii) alimenter les décisions politiques en matière de migration et de développement.

« La migration gérée » pour le développement

Présidé par S.E. M. Girma Asmerom Tesfay, Ambassadeur d'Érythrée à Bruxelles, le premier panel a été inauguré par Tamara Keating, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), avec une vue d'ensemble des tendances et des défis et opportunités clés de la migration et du développement.

Elle a appelé à une « migration gérée » comme meilleur moyen d'assurer que la migration bénéficie au développement tout en garantissant la protection des droits humains des migrants.

La population mondiale est composée de 3% de migrants, soit 200 millions d'individus. Ce chiffre a doublé depuis 1965. Contrairement à la perception publique, seuls 9% des migrants en provenance d'Afrique se sont installés en Europe, contre 47% dans d'autres pays africains. Mme Keating a souligné les interactions complexes entre migration et développement, demandant si une augmentation de l'aide au développement ralentirait ou accélérerait la migration, en octroyant à davantage de gens les moyens économiques de base leur permettant de quitter leur foyer. Une autre question importante est le lien entre diasporas et développement, ainsi que le rôle des transferts de fonds. Mme Keating a fourni l'exemple du MIDA (Migration for Development in Africa) qui a été créé par un migrant ghanéen en Italie, qui a débuté en vendant des ananas d'Afrique occidentale dans ce pays. Aujourd'hui, il s'agit d'un programme de développement des capacités, qui aide à mobiliser les compétences acquises par les ressortissants africains à l'étranger. Au Nord Kivu par exemple, les experts du MIDA forment des professeurs et des étudiants de l'Université de Graben aux méthodes agricoles ou à l'utilisation des terres. Au vu de l'augmentation des flux migratoires et des transferts de fonds, le besoin d'une gestion migratoire efficace se fait urgemment sentir, afin de garantir que l'offre migratoire réponde à la demande, que les droits humains des migrants soient maintenus et protégés et que la migration bénéficie bien au développement.

Migration de long terme et transferts de fonds

Robert Meins, spécialiste en transferts de fonds à la Banque interaméricaine de développement, a souligné l'importance des transferts de fonds d'un point de vue financier, en tenant compte des conséquences possibles de la crise financière actuelle. Dans certains pays des Caraïbes, les transferts de fonds représentent une grande partie du PIB. Par exemple, en 2007 les transferts de fonds ont atteint 43% du PIB en Guyane et 35% à Haïti. Quant à la population bénéficiant de transferts de fonds, la République dominicaine est en tête avec 38% de la population, suivie d'Haïti, avec 31%. Plus de 60%, voire jusqu'à 80% dans certains pays, des transferts de fonds sont dépensés pour répondre aux besoins quotidiens, utilisation parfois erronément qualifiée de « non productive ». Cependant, les transferts sont peut-être le « programme de réduction de la pauvreté le plus fructueux », les gens utilisant de l'argent afin de satisfaire les besoins de base comme l'alimentation, l'habillement ou le logement. Les 20-40% restants sont principalement investis en capital humain, tel que la santé ou l'éducation.



Les transferts de fonds vers l'Amérique latine et les Caraïbes présentent une augmentation stable d'environ 1,5% par an. Parmi les facteurs influençant les transferts, citons : (i) la situation économique : en période de boom économique, il existe un grand besoin de main d'œuvre peu qualifiée, qui est satisfait par la migration. En période de ralentissement économique, les travailleurs migrants peuvent perdre leur emploi, mais ils ont également démontré une plus grande flexibilité. (ii) L'inflation : Partout dans le monde, les prix des biens de consommation et des carburants ont augmenté en 2008. Les familles ont donc dû dépenser davantage de fonds reçus pour leurs besoins quotidiens plutôt que de les investir en capital humain. (iii) Le climat migratoire : La législation sur le travail des migrants, sur l'immigration et sur l'emploi a une influence potentielle majeure sur les transferts. (iv) Les taux de change : L'appréciation ou la dépréciation du dollar ou de l'euro fait augmenter ou diminuer les transferts en devises locales.

La crise financière entraîne des risques de ralentissement à court terme des transferts de fonds, mais les travailleurs migrants ont prouvé qu'ils étaient très flexibles en période de déclin en changeant d'emploi, travaillant plus longtemps, cumulant plusieurs emplois ou consommant moins afin d'envoyer plus d'argent chez eux. Et si le climat migratoire empire, les travailleurs migrants se déplacent souvent. Le retour vers le pays d'origine n'est envisagé qu'en dernier ressort. Selon M. Meins, les transferts de fonds diffèrent grandement de l'APD et des IED car ils ne sont pas liés aux profits mais à des obligations familiales. Par conséquent, « la migration à long terme et les transferts de fonds ne chuteront pas du fait de la crise financière ».

Les transferts de fonds comme outil de développement

Peter Hansen, du Danish Institute for International Studies (DIIS), a partagé les conclusions de ses recherches sur les transferts de fonds en Afrique. À la différence des intervenants précédents, il a choisi de souligner les aspects critiques du « mantra des transferts de fonds ». Dans le pire des cas, a-t-il déclaré, l'argument des transferts de fonds est utilisé par les gouvernements pour s'exonérer de leur responsabilité envers le développement. « Nous n'avons pas d'idée claire sur ce qu'il se passe, à cause du manque d'informations sur les migrants et les transferts de fonds », a-t-il déploré. Cependant, nous savons que l'Afrique du Nord est le principal bénéficiaire sur le continent africain, alors que l'Afrique sub-saharienne reçoit peu de transferts. Les dix principaux bénéficiaires de transferts de fonds en termes de volumes parmi les pays sub-sahariens ne reçoivent qu'entre 800 et 1200 millions de dollars US, alors que le Maroc reçoit plus de 60 milliards de dollars US par an. Pour lui,



l'importance des transferts de fonds en Afrique subsaharienne est surestimée. Par rapport aux APD et aux IED, le volume de transferts de fonds officiellement enregistré est plutôt faible (11 milliards de dollars US en 2007, contre 22 milliards de dollars US en EID et 26 milliards de dollars US en APD). Toutefois, les transferts de fonds vers l'Afrique subsaharienne sont principalement envoyés via des réseaux informels ou personnels plutôt que par voie bancaire, ce qui rend l'estimation du montant réel difficile. M. Hansen a par exemple cité le « hawala » en Somalie et le secteur des transports en Tanzanie et au Kenya, qui fonctionnent comme des systèmes de transfert monétaire. M. Hansen a identifié plusieurs opportunités, comme le renforcement du secteur financier qui pourrait être obtenu via l'introduction de banques dans les zones rurales, la dérégulation des marchés de transferts de fonds afin de renforcer la concurrence et diminuer les coûts et l'utilisation d'internet et des SMS pour le transfert d'argent. En dépit de ces opportunités, M. Hansen demeure sceptique quant au « mantra des transferts de fonds ». Le débat sur les transferts de fonds a tendance à transformer les diasporas en instruments de développement. Or, il convient de se demander si le développement repose réellement sur la responsabilité des diasporas. « Que peut-on exiger de migrants qui vivent souvent des temps difficiles tout en supportant le poids de l'envoi de fonds ? », a-t-il demandé. La focalisation sur les transferts de fonds ne devrait pas détourner l'attention du rôle clé de l'État dans le développement.

Migration-développement : nouvelles dimensions

Après avoir remercié les intervenants pour leurs pistes de réflexion, S.E. M. Asmerom a résumé les discussions et les questions clés soulevées. Il a d'abord rappelé le manque de données concernant les transferts de fonds : la plupart des transferts passant pas le secteur informel, c'est sur le rôle de ce secteur informel qu'il convient de se pencher plus avant, a-t-il affirmé. L'impact de la migration sur le développement rural devrait être exploré plus en profondeur : production alimentaire, pression sur les villes et sur les pays en développement et trafic d'êtres humains font partie des aspects migratoires qui affectent le secteur rural en termes d'infrastructures sanitaires, de fuite des cerveaux et de gain de cerveaux. Selon lui, toutes ces questions surgissent à présent à l'agenda international et incarnent de nouvelles dimensions et de nouveaux défis pour un agenda de migration et de développement plus large.

Déterminer la contribution des diasporas au développement des pays d'origine

En tant que présidente du deuxième panel, S.E. Mme Marcia Gilbert-Roberts, Ambassadeur de Jamaïque à Bruxelles, a introduit les discussions sur les défis et



les opportunités liés à la question de la migration qui sont très actuelles : alors que la communauté internationale cherche des solutions à la crise financière et économique, les diasporas, le transfert de connaissances, les activités économiques profitables, les transferts et leurs liens avec le développement se placeront très probablement de plus en plus haut dans les agendas nationaux et internationaux.

Pour S.E. Mme Gilbert-Roberts il faut déterminer si et comment les diasporas peuvent jouer un rôle d'agents de changement et si elles peuvent devenir des partenaires au développement. Parmi les autres questions à explorer, citons le rôle des diasporas dans le développement des pays d'origine, en particulier dans le contexte des questions telles que la diminution de compétences clé dans ces pays, le rôle des réseaux de diasporas dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de développement et les opportunités de partenariat efficaces entre plusieurs parties prenantes, y compris des partenariats publics et privés.

Travailler avec les diasporas migrantes

Pour Leila Rispens-Noel de Oxfam Novib, le rôle des transferts de fonds dans l'agriculture est énorme et pourrait se développer de manière profitable avec des projets de soutien financier, technique et de développement des capacités. Oxfam-Novib a décidé de promouvoir le développement à travers la migration via LINKIS, un outil de soutien pour petits et moyens projets lancés par des organisations de diasporas aux Pays-Bas et dans les pays d'origine. L'assistance inclut non seulement un soutien financier et technique, mais également des formations en développement de capacités de gestion de projets, de collecte de fonds ou de lobbying. Jusqu'à présent, Oxfam-Novib a soutenu une série d'organisations de diasporas de divers pays d'Afrique et a permis aux leaders migrants de participer à des conférences internationales sur la migration. Oxfam-Novib s'efforce de tisser des réseaux d'organisation de diasporas nationaux, régionaux et internationaux dirigés par des migrants, afin d'influencer les politiques et les pratiques dans les pays d'accueil et d'origine.

Mme Rispens-Noel a présenté quelques leçons tirées de l'expérience de Oxfam-Novib. Les organisations de diasporas ont divers niveaux de capacités organisationnelles, ce qui engendre parfois des difficultés pour mettre sur pied des propositions et des plans financiers viables. Toutes les organisations n'ont pas les capacités pour gérer de grands projets et



seule une poignée de migrants sont engagés et impliqués dans le développement, ce qui les rend encore plus essentiels. Il est donc crucial que les projets productifs bénéficient de l'assistance technique et de l'environnement propice dont ils ont besoin pour un développement fructueux.

Pour Mme Rispens-Noel les migrants ne peuvent et ne doivent pas gérer le développement. Ce qu'il faut, ce sont des partenariats inclusifs entre migrants, agences de développement, gouvernements, organisations multilatérales et internationales et secteur privé afin de renforcer l'efficacité des initiatives de diasporas. « Les gouvernements doivent investir dans l'infrastructure, nous ne pouvons pas attendre des migrants qu'ils investissent dans l'agriculture sans infrastructures existantes », a-t-elle affirmé.

Apport des diasporas au développement rural

Mme Alache Ode, Présidente du Conseil de l'African Foundation for Development (AFFORD), en charge de l'initiative de bénévolat des diasporas DFID en partenariat avec Voluntary Service Overseas (VSO), a axé sa présentation sur la contribution des diasporas au développement rural.



Le concept de diaspora est controversé et évolue constamment. Parmi les éléments de la définition de travail, citons la déterritorialisation, le caractère hybride (lien avec les pays d'accueil et d'origine), ainsi que les liens émotionnels, familiaux ou financiers avec le pays d'origine. L'appartenance à une diaspora dépend également de l'autodéfinition du migrant.

Il existe deux approches des diasporas : une connotation négative des membres des diasporas, qui les victimise et leur attribue une perte d'origine et de place. Mme Ode lui préfère une approche plus positive, associée au bénévolat et à la jeunesse où les diasporas sont des graines faisant germer de nouvelles perspectives dans notre monde connecté.

Les études de cas AFFORD montrent le potentiel d'activités de bénévolat menées par des diasporas dans la transformation des communautés rurales à travers un développement d'entreprises durable. Les programmes incluent des formations commerciales et le tutorat pour des centaines de petites entreprises grâce aux bénévoles, à des partenariats avec des universités et des départements gouvernementaux locaux et nationaux, à la négociation de nouvelles mesures financières avec les banques pour les petites entreprises, au soutien aux coopératives ou à l'établissement de centres d'entreprises. Tout ceci a permis la création de nombreux emplois via des micros et moyennes entreprises et des entrepreneurs. Mme Ode a appuyé le développement de politiques concrètes, réalistes et pratiques inspirées des diasporas, de leurs connaissances, de leurs compétences et de leurs ressources financières, pour stimuler, exploiter et consolider le développement.

Quel est le rôle des diasporas ?

Ken Ndiaye, socio-anthropologue et entrepreneur, a présenté sa perspective et son expérience personnelle sur la vie des migrants en Belgique. Il est parvenu à combler le fossé entre pays d'origine et d'accueil grâce à son restaurant « L'Horloge du Sud » et à son propre label SAFSAP pour les produits du Sud issu de l'agriculture écologique et du commerce équitable.

Il a appelé à la prudence lorsque l'on parle de « migrants comme instruments de développement ». Il a souvent été contacté afin de soutenir gratuitement des événements caritatifs, « pour aider son peuple ». « Mais de quoi pourrais-je vivre si je ne suis jamais payé ? », s'est-il demandé. Selon M. Ndiaye, ces épisodes reflètent l'opinion générale que les gens se font des diasporas ou des communautés de migrants.



Les migrants doivent d'abord remplir leur tâche principale et plus importante, à savoir s'intégrer dans le nouveau pays d'origine. Pour ce faire, il faut connaître plusieurs lois et apprendre des milliers de choses afin de vivre au quotidien.

M. Ndiaye a affirmé que les migrants doivent payer un triple tribut : en tant que nouveaux citoyens dans le pays d'accueil, ils doivent payer des impôts comme tout citoyen ; ils sont aussi confrontés aux attentes de leur famille et de leurs amis dans leur pays d'origine qui comptent sur leur soutien financier. Enfin, comme membre de la diaspora du pays d'accueil, un migrant est constamment confronté à l'attente de ses concitoyens pour qu'il soit un « bon migrant » et qu'il fasse donc tout ce qui est en son pouvoir pour collecter des fonds et sensibiliser au développement de son pays d'origine.

Depuis onze ans, M. Ndiaye gère le restaurant « L'Horloge du Sud » à Bruxelles, qui promeut les produits et la culture du Sud, en particulier d'Afrique. Il vend également des produits issus de la fleur d'hibiscus, tels que le jus, la confiture et l'extrait concentré, sous son propre label SAFSAP. Ces produits Sud sont cultivés organiquement et commercialisés de façon équitable. C'est sa façon à lui d'être un citoyen actif, de promouvoir les relations Nord-Sud et de combler le fossé entre son pays d'accueil et son pays d'origine.

Le prochain briefing aura lieu le 25 février 2009 et portera sur : *L'accès à la terre et le développement rural : nouveaux enjeux, nouvelles opportunités.*

En savoir plus sur le web

Le site principal

www.brusselsbriefings.net

Les entretiens vidéo

http://blip.tv/posts/?topic_name=brubriefings

Archives des présentations et des articles

<http://brusselsbriefings.net/>